

27 mai 2019



- Valérie Liquet pour Localtis

L'Andev rédige un manifeste pour l'éducation inclusive

JEUNESSE, ÉDUCATION ET FORMATION

Les cadres de l'éducation travaillant dans les collectivités sont parties prenantes de l'école inclusive. Leur fédération, l'Andev, publie un manifeste engagé.



"NOUS, acteurs éducatifs, plaçons l'ÉDUCATION INCLUSIVE comme socle de la cohésion sociale sur TOUS nos territoires !" Ainsi débute le manifeste "pour l'éducation inclusive" de l'Andev (Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales), rédigé à partir des propos échangés lors du congrès 2018 de Saint-Étienne.

L'objectif est d'"engager", dans les collectivités, "la transformation de notre service public d'éducation vers une éducation réellement inclusive, qui ouvre la voie d'une société qui accepte et accueille chaque enfant, quels que soient ses caractéristiques et ses besoins".

Six axes sont définis.

Des chartes et pactes entre co-éducateurs

Le premier axe entend poser les bases d'une bonne gouvernance. Il propose d'"identifier les acteurs, les mettre en réseaux et piloter l'inter-métier". Ces acteurs, nommés "co-éducateurs" sont : les parents, les animateurs, les enseignants, les éducateurs spécialisés, les professionnels de santé. S'il faut bien un "pilote, coordinateur ou chef de file identifié et légitimé", le "collectif" doit être "placé comme fondement" du travail commun. Ce peut prendre la forme de "chartes" ou de "pactes visant avec un objectif : "permettre à chaque enfant de trouver sa place".

L'Andev suggère aussi d'"engager le décroisement entre scolaire - périscolaire, accueils collectifs et structures spécialisées pour une action partagée et coordonnée en faveur de l'enfant, au sein d'espaces de partage institués et régulés". Une revendication générale qui prend une dimension d'urgence lorsqu'elle s'étend aux enfants particuliers.



"No child left behind Act"

Son deuxième axe vise à "structurer les transitions et les passerelles petite enfance - enfance – jeunesse". Le troisième à "accueillir les familles et donner une vraie place aux parents", notamment pour qu'ils acceptent les particularités de leur enfant. "Il s'agit de limiter les craintes ou l'éloignement de certaines familles (notamment allophones) vis-à-vis du cadre scolaire, territorial ou institutionnel", souligne l'Andev. Ici, le mot d'ordre commun est : "No child left behind Act" ("aucun enfant laissé derrière").

Le quatrième axe du manifeste de l'Andev est d'"accompagner les postures professionnelles par la formation". Cela passe notamment par l'idée d'"adapter la structure à ses besoins" de l'enfant (et non pas l'inverse).

L'association réclame également, via le manifeste, davantage de moyens, rappelant que "l'éducation inclusive nécessite aussi d'avoir des lieux et matériels pédagogiques adaptés, des éducateurs formés". Enfin, elle souhaiterait que les initiatives locales soient encouragées et valorisées, sachant que "les réponses (doivent) naître de la diversité des situations et des territoires".

Un guide "juridique et militant" sur le droit à l'école des enfants migrants

"Le rôle de l'école n'est pas de tout prendre en charge, de s'occuper de la régularisation de la situation administrative des parents, du logement ou encore des difficultés psychologiques que l'enfant peut rencontrer. C'est dans un réseau de solidarité que professionnels, associations, militants participent à la mise en place des dispositifs, des démarches, des accompagnements qui garantissent le bien-être de l'enfant, le respect de ses droits et son accès aux savoirs et à la réussite scolaire." Réunies par Solidarité laïque, des fédérations syndicales* ainsi que la FCPE et la Ligue des droits de l'Homme publient avec RomEurope et RESF (Réseau éducation sans frontière) un "[petit guide juridique et militant](#)" de 18 pages qui détaille comment s'applique "le droit à l'école pour tous les enfants".

Au-delà des principes et des textes, il dénonce et décrit les ruses et arguments fallacieux utilisés pour contourner le droit à l'école des enfants migrants ou du voyage, notamment - mais pas uniquement - par des municipalités de mauvaise foi.

ToutEduc

*FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, SUD Education, Unsa

